

activité en 2020. A terme, l'objectif est de réduire le trafic sur l'A1, et de permettre le transport de 15 millions de tonnes de marchandises tous les ans.

Mais le canal pourrait ne jamais atteindre sa pleine mesure. « Le pont Louis XV de Compiègne empêche le passage de bateaux avec plus de deux rangs de conteneurs, affirme Fabien Deiana, président de l'association Seine Nord développement. La performance du canal sera réduite de 30 à 70 %. »

En détaillant plus tard le projet MAGEO, liaison Compiègne-Creil, la notice de présentation du projet MAGEO https://www.vnf.fr/vnf/app/uploads/2020/03/16185_MAGEO_plaquette_A4_MAJ_VF_BD.pdf

précisait :

« - **une hauteur libre conservée**

Dans le cadre du projet, il n'est pas prévu de rehausser les ouvrages car la hauteur libre des ponts permet actuellement de faire passer des convois avec **deux couches de conteneurs**.

Une expérimentation grandeur nature avec un bateau projet chargé a notamment été réalisée au niveau du pont Louis XV (anciennement Solférino) de Compiègne, pont le plus contraignant de l'itinéraire. Le reportage filmé est disponible sur le site internet du projet. »

Au vu de ces commentaires qui confirment sur des documents officiels (notice MAGEO) une charge limitée des péniches, les voies navigables situées au nord et au sud du projet SEINE NORD EUROPE n'ont pas la hauteur pour laisser passer des bateaux de 4400 tonnes ou accueillant 3 couches de containers. Elles sont limitées à 3000 tonnes, voire 2000 tonnes et 2 couches de Conteneurs à partir de Compiègne.

Question 1 : Quelle est la « stratégie » et l'adaptation définitive pour la rentabilisation du canal en fonction de la limitation de gabarit par rapport à l'étude initiale ? Le Canal a aussi besoin pour être pleinement opérationnel de la liaison Compiègne – Conflans, quand le tronçon Mageo sera-t-il opérationnel ?

1--2 GLOBALITE DU PROJET

Le financement du projet, dont le coût est estimé à 4,5 milliards d'euros 2016, repose sur une participation de 40 % de l'Union européenne (validée par une convention de financement ou « Grant Agreement » de décembre 2015), une participation des collectivités départementales et régionales actées par des délibérations prises au début de l'année 2017, et une participation de l'État d'au moins 1,1 milliard d'euros .La décision d'exécution n°2019/1118 du 27 juin 2019 de la Commission européenne précise les conditions de financement et d'exécution, le calendrier notamment, de l'ensemble de ce programme.

Il s'agit du programme seul de la construction du canal qui n'englobe pas les investissements connexes, plateformes multimodales, aménagement partiel des berges, vision globale des installations ayant répondu à l'appel à projet de 2012, développement induit économique et touristique, développement de l'urbanisation, les déplacements modes doux et l'évolution de l'activité agricole....

Le ROSO a demandé à plusieurs reprises de faire un bilan global de toutes les commissions, emploi, développement économique, agriculture et environnement, logement, tourisme,

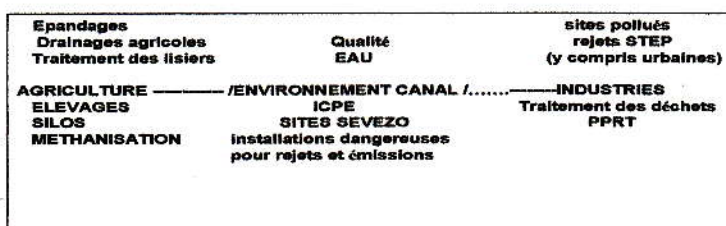
Il y avait le choix de faire un bilan global de toutes les commissions, par un compte rendu récapitulatif, soit par une réunion unique traitant du bilan par commission. Dans les questions connexes, nous avons demandé :

- le résultat de l'appel à projets de 2012 le long du canal,
- le coût approximatifs des aménagements connexes (plateformes bi ou tri-modales, accès aux sites, aménagement des berges, avenir du canal du nord....) enfin tous les investissements à la charge des communes et communautés de communes, qui viendront s'ajouter aux coûts déjà supportés par emprunts.

Il est important de rappeler ici la nécessité d'une vue globale telle qu'exprimée par le ROSO en commission environnement et agriculture, suivant la diapo du 16 mars 2016



NECESSITE D'UNE VUE GLOBALE



A toutes ces questions posées, si le dossier des principaux enjeux environnementaux zones humides, consommation d'eau, mesures de compensation, intégration paysagères, risques d'inondation peut donner satisfaction quoique non encore définitif, rien ne ressort de façon flagrante sur la vue globale demandée et laisse encore à régler tout ce qui ne concerne pas la seule voie d'eau.

Pour exemple les réponses au dossier pour l'ancien canal latéral à l'Oise :

« le travail partenarial entre les collectivités locales et VNF doit permettre de déterminer le devenir du CLO. Les derniers échanges ont été engagés en 2019, il doivent se poursuivre dans les mois et années à venir pour déterminer les projets que les territoires souhaiteront porter en prenant en compte les enjeux techniques , environnementaux et économiques »(fiche 7 développement local)

Ou encore concernant la fiche 21, thématique environnement : « par ailleurs, le secteur 1 comporte 11.5km de berges lagunées et les discussions sont en cours avec les collectivités (département notamment) pour un aménagement du chemin de service favorisant les déplacements modes doux.

Au-delà, la valorisation touristique du canal et de ses abords est un enjeu à consolider à l'initiative des collectivités territoriales en lien avec la SCSNE et VNF futur exploitant. »

Malheureusement, les tergiversations ainsi démontrées sur les exemples ci-dessus, le manque d'analyse globale sur le secteur dépassant la seule voie d'eau nous fait passer à côté d'un redéploiement industriel salubre retenant un aménagement de l'énorme friche industrielle de Creil et des installations industrielles périphériques et des zones existantes autour de Pont ,Verberie, Longueuil, Compiègne (zone MAGEO), Ribécourt, Thourotte et Noyon.

Une action prioritaire et immédiate est à faire pour le retour des marchandises sur l'axe existant, ainsi qu'une action prospective en lien avec les projets d'installations industrielles.

Nous pensons aussi urgent de faire un point de leur besoin avec les industries déjà implantées, à l'instar de la société Lafarge qui a besoin d'un quai et étudie et analyse (avec le ROSO) les incidences d'un quai au niveau de PIMPRESZ... Le projet du CSNE prévoit un quai à proximité... SUR L'AUTRE BERGE!! Nous reviendrons sur le problème de la société Lafarge dans les actions particulières.

Il est aussi important pour le projet CSNE de prévoir, avec les entreprises existantes et les maires des communes concernées, des quais intégrant les potentiels de mouvements locaux de camions pour insérer au mieux les plateformes auprès des mouvements les plus importants, même en cas de proximité des communes. Il est entendu que l'implantation des quais et des mouvements de véhicules doivent être proches des entreprises intéressées, éviter les zones de développement urbain.

Enfin la présentation du projet n'a éveillé aucun engouement de la population pour le canal :

Le travail du ROSO aussi bien en ce qui concerne le SAGE Oise Aronde, la CDNP Oise formation carrière, le CODERST, que des SCOT divers (grand Creillois, CCPOH -pour MAGEO-, ARC) PLU (Pont Ste Maxence, Verneuil -), projet canal Seine Nord Europe, MAGEO, ZAC (Compiègne, Alata 1 et 2), nous a montré que la liaison Seine Nord Europe n'était considérée par des usagers potentiels, ni comme une voie de transport, ni comme un axe de déplacement favorisant la mobilité en incluant les berges, ni comme un cadre de vie, ni comme un poumon pour la continuité écologique de la masse d'eau concernée, de la qualité de la ressource et de la biodiversité dans et autour de cet axe.

S'il y avait une critique à exprimer, c'est avant tout le fait d'avoir tronçonné par secteur, et pour ces secteurs par groupes de travail qui n'ont jamais, j.a.m.a.i.s. communiqué sur un projet à optimiser pour le bien des habitants, du développement économique et du tourisme. La seule présentation globale du secteur 1 (23 septembre 2020), enchaînée par une présentation globale du secteur 2 (1 octobre 2020), et suivi de l'enquête publique avec la prise de connaissance de la totalité des dossiers du secteur 1 (5 octobre 2020) laisse effectivement peu de temps pour une réflexion collective sur un projet dont seule est définie la voie d'eau, mainte fois présentée comme seul objet du contrat.

Enfin un scepticisme récurrent sur le manque de vue globale : la ressource en eau actuelle Seine Normandie et Artois Picardie permet-elle l'alimentation de la liaison SNE avec une eau de qualité (pour appliquer la directive européenne 2000/60/CE), et en maintenant une continuité écologique sur les flux d'eau de l'ensemble, quid de la continuité écologique des délaissés du canal du nord, de l'Oise et de l'ensemble des affluents et rus de l'Oise impactés par le projet.

1 -2 Périmètre de la demande d'autorisation

« Au-delà du périmètre de travaux porté par la SCSNE et présenté ci-avant, le périmètre de la demande d'autorisation est élargi, pour ce qui concerne le bief de Montmacq, aux limites du bief dans lequel ces travaux s'intègrent. En effet, le bief de Montmacq sera classé en tant que barrage de classe C (cf. pièce C1, partie 14) et le dossier digue et barrage lié au bief de Montmacq nécessite de considérer la totalité du bief, jusqu'aux écluses qui le ferment. C'est donc le bief dans son ensemble qui doit être autorisé, en conformité avec l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

« Ce bief est délimité par les écluses suivantes, en plus de l'écluse de Montmacq créée dans le cadre du projet CSNE :

- A l'aval, l'écluse de Bellerive sur le canal latéral à l'Oise,*
- A l'amont, l'écluse de Sempigny sur le canal latéral à l'Oise, et l'écluse de Pont-l'Evêque sur le canal du Nord.*

Ce second périmètre, dit de maîtrise d'ouvrage, est décrit par l'illustration 3 »

La DREAL précise ci après sur le site

<https://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/?-Insertion-ecologique-du-canal-Seine-Nord-Europe->

Insertion écologique du canal Seine-Nord Europe

*Le canal Seine-Nord Europe (CSNE) fait l'objet d'une démarche d'intégration environnementale soutenue dans les phases de conception, de mise en œuvre et dans les 10 ans suivant sa mise en exploitation, avec notamment la mise en place de l'observatoire de l'environnement et ses trois commissions multi-acteurs (EAU, BIODIVERSITE et PAYSAGES). **L'objectif de performance environnementale concernant la biodiversité est le maintien d'une bonne qualité de l'eau et la création d'un milieu vivant. Les enjeux portent sur le traitement et la pérennité des berges et annexes hydrauliques, l'atténuation des effets de coupure, l'intégration du canal dans la trame verte et bleue (continuité écologique, espèces envahissantes...) et les opportunités de diversification des milieux, voire la définition pertinente de mesures compensatoires.***

Les termes que nous retenons de cette synthèse qui précède :

« L'objectif de performance environnementale concernant la biodiversité est le maintien d'une bonne qualité de l'eau et la création d'un milieu vivant »

3- VOLET EAU

3-1 Alimentation du canal

A ce stade, nous évoquerons nos principales craintes en s'intéressant à la globalité des connexions fluviales du secteur 1 sachant que pour ce secteur : (page 5 /D1)

« Son périmètre est donc plus large que celui couvert par la présente demande d'autorisation environnementale pour le secteur compris entre Compiègne et Passel, dit secteur 1, ce dernier ne modifiant pas l'alimentation en eau du bief de Bellerive actuel. En effet, le premier bief du secteur 1, en tant que rivière canalisée est alimenté naturellement par l'Oise et la nappe d'accompagnement. Le second bief du secteur 1 ou bief de Montmacq, qui vient modifier l'actuel bief de Bellerive du canal latéral à l'Oise sera alimenté de la même manière que l'est aujourd'hui le canal latéral, via la prise d'eau de Chauny déjà autorisée. »

Le scénario retenu pour l'alimentation du canal est un prélèvement direct dans l'Oise tant que l'on respecte les seuils de 32,3 Mcubes/s à Creil Pont Sainte Maxence et le débit de crise de 4.6 Mcubes/s à Sempigny.

La station de pompage intégrée à l'écluse de Montmacq est composée de plusieurs pompes d'une capacité totale de 12 Mcubes/s .La station est prévue pour :

- recycler les éclusées en remontant intégralement l'eau des sassées de l'écluse

- à termes, après construction des secteurs 2 à 4 :

 - assurer l'alimentation du CSNE (1.2 Mcubes/s)

 - en période hivernale assurer le remplissage du réservoir de la Luette (14 millions de Mcubes sur 4 mois soit 1.35 Mcubes/s

Commentaires :

La sécurisation de l'alimentation du canal par les seuils définis à Creil (32.3 Mcubes/s) et le débit de crise de Sempigny de 4.6 Mcubes/s mérite à être complété par une étude au delà de 2015.

D'une façon générale, depuis 2015, pour les arrêtés cadre, il a été décidé d'intégrer les valeurs des départements limitrophes pour améliorer la vue d'ensemble.

Ainsi, l'arrêté cadre du département de l'Oise intègre aujourd'hui un seul bassin Oise-Aisne dont les références sont celles de la station limnimétrique de Creil.

Le secteur Aisne en amont de la confluence avec l'Oise pourrait nécessiter à court terme une modification de l'arrêté cadre.

Dans une approche liée au réchauffement climatique, la référence au bassin Aisne séparé du bassin Oise peut s'avérer utile, voire nécessaire.

A titre indicatif, un bilan des arrêtés de juin à septembre peut se résumer dans le tableau ci-dessous qui montre :

- Des dates non homogènes pour des prises de décisions
- Des décalages entre les dates qui ne facilitent pas encore une fois la vue globale sur les bassins concernés par la CSNE

bassin versant	rivière	station référence	Juin	24-juil	16-sept
Oise	divette	Passel	vigilance		crise
	Aronde	Clairoix		alerte	
	Automne	Saintines			
	Brèche	Nogent sur Oise	ras		
Aisne	Oise	Creil		24-juil	alerte renforcée
	Aisne			10 aout	16-sept

Recommandation :

Dans le but d'intégrer au maximum les effets du changement climatique, le ROSO suggère de surveiller les caractéristiques limnimétriques de la rivière Aisne, en lien avec le suivi de l'évolution de l'arrêté cadre du département de l'Aisne.

Territoires à risque: synthèse

Cumul de précipitations non excédentaire
Massif Central, BFC, Vallée du Rhône

Débits: Drôme, Isère et Rhône / Loire amont et Allier / Dordogne

Eaux souterraines

- Sud de la nappe d'Alsace (Haut-Rhin)
- Nappes des cailloux de la Saône (Ain, Saône-et-Loire, Côte d'
- Nappes fluvioglaciaires du couloir du Rhône amont et moyen (Drôme, Isère, Rhône)
- Nappes d'Auvergne (Ardèche, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme sud Allier)

Remontées de terrain OFB
Régions AURA, BFC et Occitanie

Remontées de terrain OFB

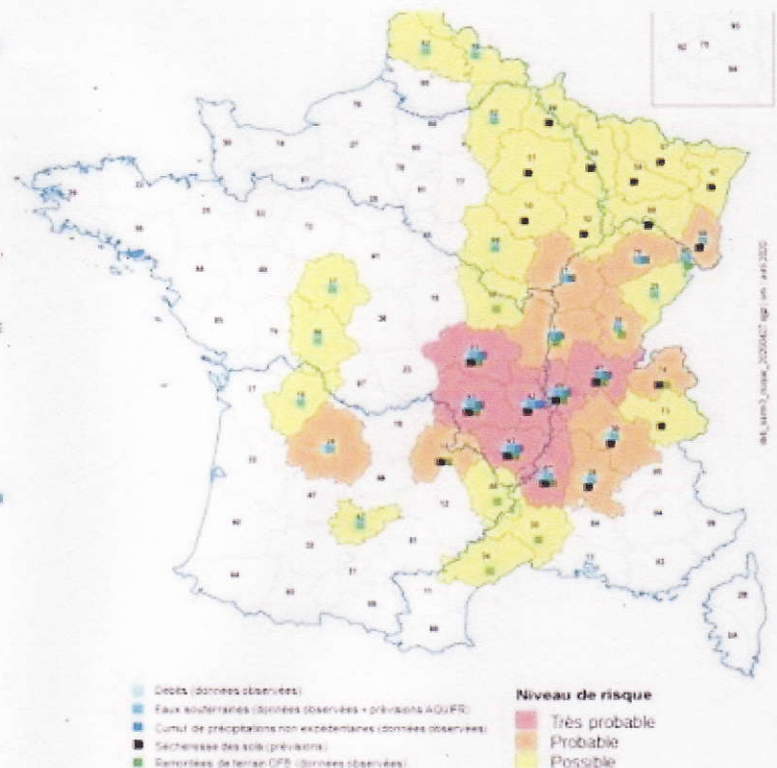
Régions AURA, BFC et Occitanie

+ Prévisions AQUIFR eaux souterraines dans certains secteurs

- Craie du Gatinais (Yonne)
- Lutétien du bassin de l'Oise (Aisne)
- Craie du Sèno-Turonien (Vienne-Indre et Loire)
- Alluvion de la Garonne (Tarn & Garonne)
- Charente, Dordogne

Prévisions sécheresse des sols

Régions Auvergne Rhône Alpes / Grand Est



Suivant la diapositive ci-dessus, les territoires traversés par le canal ont une inégalité devant la sécheresse et la coordination avec les départements limitrophes est un enjeu fort dans le cadre de la mise en œuvre des mesures de restriction d'eau.

L'Oise semblant momentanément en meilleur « état » face à la sécheresse, elle ne peut malheureusement pas subvenir au déficit global envisageable du canal et de l'agriculture.

3-2 Volume prélevé

A de multiples reprises, le ROSO a demandé au pétitionnaire de justifier du volume prélevé de 21 millions de Mcubes du projet initial, ramené à 17 millions de Mcubes (page 17-pièce D1) pour remplir le canal, puis chaque année de l'utilisation de 21 Millions de Mcubes de compensations (évapotranspiration, fuites) augmenté d'une réserve de 14 millions de Mcubes, réserve sécuritaire contre les effets du changement climatique.

Commentaires

Si le détail ainsi présenté en D1 et A2 est bien explicité, le manque de globalité du projet commenté en introduction, oriente nos réflexions sur l'impact de ce secteur 1 sur l'eau du territoire du SAGE Oise Aronde.

C'est pratiquement à la confluence de l'Oise et de l'Aisne, de l'Oise et de l'Aronde et de leur lien avec le canal que vont être pompés les 21 millions de Mcubes annuels

Le SAGE Oise –Aronde est concerné :.

Dans son bilan sur l'estimation des volumes ruisselés à l'horizon 2015, le SAGE OISE ARONDE, qui gère la partie aménagée de l'OISE, a défini

	<i>Vallée et coteaux De l'OISE</i>	<i>Totalité du périmètre du SAGE</i>
<i>Volume ruisselé sur surface urbanisée en M3 en 2015</i>	<i>893857</i>	<i>1430304</i>
<i>Volume ruisselé sur surfaces agricoles</i>	<i>216619</i>	<i>2134731</i>
<i>Volume ruisselé sur surfaces boisées</i>	<i>54029</i>	<i>359630</i>
<i>TOTAL</i>	<i>1164505</i>	<i>3924665</i>

Le périmètre du SAGE OISE ARONDE comprend la vallée de l'OISE (Choisy au bac à Rieux), les coteaux forestiers autour de Compiègne, la plaine d'Estrées, et les secteurs de RUS forestiers

Le volume global prélevé (21+14) 35 millions de Mcubes représente 30 fois le volume ruisselé de la vallée et les coteaux de l'Oise dans le périmètre du SAGE Oise Aronde.

La vallée de l'Aronde est une ZRE dont la quarantaine d'irrigants se partage 2.3 millions de Mcubes pour une consommation globale du SAGE, tous besoins confondus de 5.7 millions de Mcubes à horizon 2021.

Les 2.3 millions de Mcubes sont jugés par le domaine agricole faibles par rapport aux intentions et volonté de développement de l'agro industrie encore fortement présente ces dernières années, sans un changement de cap fondamental, malgré la présence d'intentions « maraichères » qui ne peuvent s'installer faute de volume d'eau disponible. Le ROSO a posé plusieurs fois la question de mars 2016 à octobre 2020, dans un contexte de solution globale : « Dans une vue globale, compte tenu du réchauffement climatique, ne serait il pas judicieux de sécuriser ensemble l'alimentation du canal et celle de l'agriculture par un ouvrage commun ou des ouvrages connectés , ou encore des ouvrages amont et aval pouvant sécuriser les 2 activités »

A ce jour le report de la réponse à une éventuelle collaboration avec la seule chambre d'agriculture, en négligeant l'agriculture BIO et le maraichage, n'est pas digne d'un projet classé d'intérêt général et de développement durable.

Recommandation

Le bilan des ruissellements du SAGE Oise Aronde montre l'impact des pompages par rapport à une réalité que sont ces ruissellements.

Les pompages ont lieu dans la partie amont des limites du SAGE. Les pompes sont installées au niveau de l'écluse de Montmacq, mais le lieu exact et réel des pompages par rapport à l'emplacement des pompes n'est pas indiqué précisément.

Des abaissements de niveau d'eau en faibles débits peuvent influencer le cours de l'Aronde et sa confluence.

VNF voudra bien préciser l'ensemble des mesures sécuritaires qui seront prises à la confluence de l'Aronde, dans le cas des faibles débits et des crues.

De Compiègne à Clairoix le Canal est en connexion avec la nappe alluviale de l'Oise. Du fait de la continuité hydraulique entre la nappe de la craie et alluvion, l'Oise est en situation drainante.

Dans le bief de Venette, le futur canal est en connexion avec la nappe alluviale de l'Oise (canal non étanche), avec une continuité hydraulique entre les alluvions graveleuses, puis les sables de Bracheux et la craie sous-jacente. Le schéma suivant présente les principales interactions du projet avec la nappe.

A cet endroit et dans le périmètre proche du canal le niveau moyen de la nappe est à 2.5 m en dessous du T.N. Il n'y a donc pas de zone humide susceptible d'être impactée

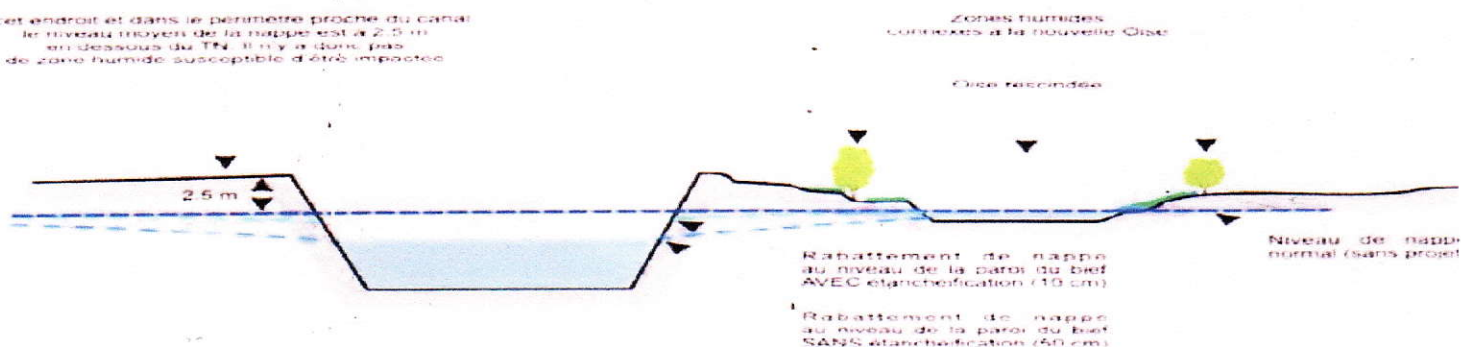


Illustration 2. Schéma des interactions du projet avec la nappe au droit du bief de Venette (Compiègne-Montmacq). Source : ANTEAGROUP 2013.

VNF voudra bien nous rassurer sur les impacts que pourrait subir l'Aronde du fait de cette situation, le cours de cette rivière ayant par ailleurs perdu 20 à 40 cm de ligne d'eau avec les effacements de moulin ou de vannes, sans négliger le piézomètre de la nappe de la craie particulièrement bas depuis plusieurs années.

Par ailleurs, dans le cadre du réchauffement climatique, et avant de penser au comblement du canal latéral à l'Oise qui pourrait être décidé, il serait opportun avant de commencer les travaux, d'étudier la faisabilité d'une intégration du canal latéral à l'Oise pour :

- sauver la continuité « Hydro écologique » des affluents aujourd'hui pénalisés et réduits au seul rôle d'exutoire des ruissellements.

- étudier avec les acteurs concernés par la gestion de l'eau dans l'Oise (60) , le recours éventuel au canal latéral à l'Oise et tout autre délaissé pour les intégrer dans la gestion de l'eau pour le maraichage de proximité dans les communes qui l'ont suggéré pour les tronçons qui les intéressent.(Thourotte)

Il faut réfléchir ensemble sur la nécessité d'adapter à la vie du territoire et de tirer un avantage du canal latéral à l'Oise, y compris dans la continuité hydro écologique évoquée ci après.

3.3 Continuité écologique

Dans notre approche globale et présentation devant la commission agriculture et environnement, nous avons affiché en mars 2016 nos interrogations :

- sur l'environnement : Alimentation, Qualité de l'eau, Schéma Hydraulique, Fuite et évapotranspiration, zones humides,

- sur l'aménagement des berges : végétalisation, boisements, zones humides, liens plans d'eau existants,

- sur le plan énergie renouvelable pour l'énergie consommée par le canal,

- sur les circulations douces : sports, randonnées,

- sur la culture : histoire de l'industrie, des canaux, de la batellerie...

- sur le patrimoine : ponts, souterrains, ouvrages...
- sur les biocorridors,
- sur les espaces boisés classés de Plessis Brion, Pimprez, Passel, Clairoix et Choisy au Bac,
- sur les espèces piscicoles en liste rouge de protection nationale et les impératifs de maintien du lit de l'Oise, notamment sur la commune du Plessis Brion.

Commentaires :

Bon nombre de sujets ont fait l'objet de remarques de l'autorité environnementale, du Conseil National de Protection de la Nature (CNPN) qui n'a donné son avis favorable qu'à la troisième analyse effectuée après des compléments jugés indispensables. Nous ne ferons pas de remarques sur les zones humides et les compensations, sur les compensations en boisements, sur la flore et la faune expliquées en détail sur les zones sensibles, les acteurs et spécialistes régionaux sont intervenus avec une connaissance tout au long de la vallée et nous respectons ce travail, ainsi que celui de l'Observatoire de l'environnement du canal Seine Nord Europe.

Nous ne comprenons pas sur cet investissement historique, unique en la matière en métropole, pourquoi la recherche de la perfection néglige la continuité longitudinale, l'hydro écologie, alors que l'ensemble des services concernés DDT, DREAL, OFB, Agence de l'EAU se font un honneur d'analyser tout ce qui engendre un frein dans la continuité écologique des rivières, soit la libre circulation des poissons et des sédiments.

Comme déjà indiqué ci dessus « *le premier bief du secteur 1, en tant que rivière canalisée est alimenté naturellement par l'Oise et la nappe d'accompagnement* » et présente donc une continuité écologique, au même titre que la rivière Aronde dont VNF doit nous rassurer sur la qualité de cette continuité modifiée à la confluence avec l'Oise..

C'est à partir du Bief N°2 que le ROSO pense que des efforts doivent être faits pour améliorer la continuité Hydro écologique du canal et des affluents de l'Oise.

Nous avons bien pris connaissance page 34 à 37 de la réponse à l'avis de l'autorité environnementale en aout 2020 qu'une attention particulière était apportée aux affluents de l'Oise. Pourtant nous avons suivi divers documents. page 18, pièce D2,

« 3.2.4 Mesures d'insertion proposées

L'une des principales dispositions consiste à assurer une indépendance entre le CSNE et les bassins extérieurs de manière à supprimer les apports exogènes. Les eaux des talus seront récupérées et évacuées vers l'extérieur.

A l'exception du bief de Venette ou 2 cours d'eau se connecteront au CSNE (le Matz et l'Aronde), aucun autre cours d'eau ne sera connecté au CSNE »

Mais les études présentées dans la pièce A2 (page 33-34) nous donnent plus de précisions :

« 5.2.5.7 rétablissement du rejet du matz dans le CSNE

Actuellement, le Matz se jette dans l'Oise après passage sous le Bief de Janville du CLO par un siphon. Le rejet dans l'Oise actuelle se fait environ à 200 m à l'aval du siphon.....le Matz se jettera dans le CSNE par un retour de berges vers le siphon (qui ne sera pas impacté). Le niveau dans le canal sera très proche (à quelques cm près) du niveau dans le canal au point de rejet.

5.2.5.8 : rétablissements Hydrauliques de cours d'eau par siphon

En plus du Matz décrit ci dessus, le bief de Montmacq intercepte six affluents de l'Oise en rive droite, actuellement interceptés par le canal latéral à l'Oiseces cours d'eau seront rétablis dans leur lit ou dans l'Oise après avoir franchi le CSNE en siphons inversés, tous ces affluents franchissant déjà actuellement le CLO en siphons »

Double punition pour les rus et la Divette, cette dernière affluent non négligeable de l'Oise.

Une étude pourtant réalisée pour le MATZ, page 476, pièce C1/volet EAU et milieux aquatiques, laisse un espoir mais nous nous heurtons dans ce cas au manque de globalité du projet : sixième paragraphe, page 476, paragraphe 9.6.1 :

« la SCNE n'ayant la maîtrise d'ouvrage que pour l'infrastructure du CSNE (ndlr : Voies d'eau) et les aménagements nécessaires à son fonctionnement et son devenir économique, le devenir du canal latéral à l'Oise ne rentre pas dans le champ de ses compétences....cette alternative ne peut donc être retenue à l'heure actuelle. »

QUESTION 2

Les commentaires et les décisions finales demandent un éclaircissement par affluent.

Par affluent qui fait quoi et sur quel budget ?

Recommandation

Suivant le texte du paragraphe 9.6.1, il serait préférable que tous ces affluents soient reliés dès aujourd'hui au canal latéral, soit une économie considérable par rapport aux doubles siphons envisagés par affluent sous le canal latéral et le CSNE pour rejoindre la rivière Oise avant sa confluence avec le CSNE sur le bief de Venette.

Après lecture du dossier « Canal Seine-Nord Europe. Etude hydraulique et impact environnemental de l'alimentation en eau du canal Jaugeages du canal latéral à l'Oise »

A95246/A page 10

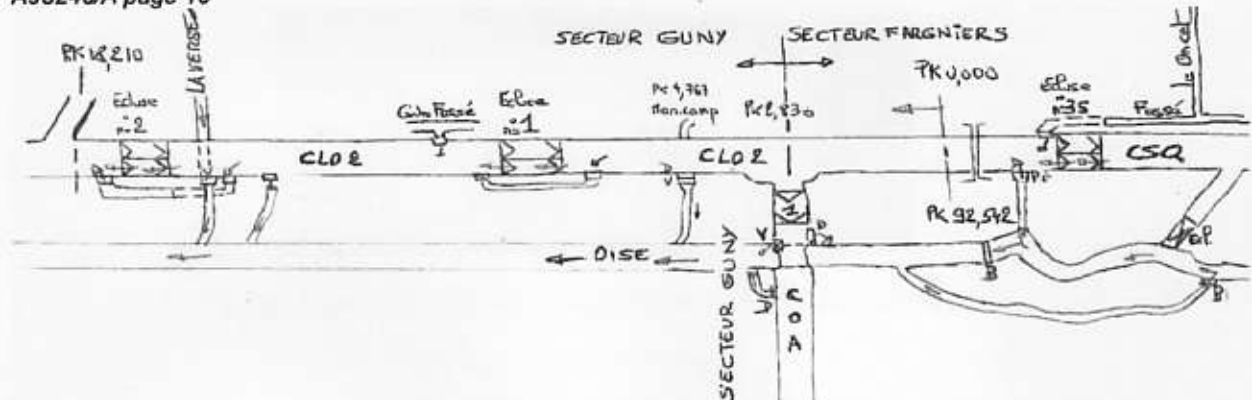


Illustration 6 : Schéma hydraulique du Canal latéral à l'Oise entre Chauny et Sempigny

Image VNF, non daté

« Les données rassemblées mettent en évidence une quasi absence de données relatives au débit véhiculé par le canal latéral à l'Oise. Il en est de même des différents apports constatés (canal de Saint-Quentin via l'écluse de CHAUNY, prise d'eau de CHAUNY, canal de l'Oise à l'Aisne après le pont d'ABBECOURT).

1.2.3. Interaction avec le canal du Nord

Les pompages pour le canal du Nord sont demandés par l'écluse de Languevoisin en fonction de la ressource disponible versant Somme et du niveau du bief de partage de la Paneterie, principalement en période de basses eaux. Ils sont destinés à combler les pertes liées aux éclusées, à l'évaporation et à l'infiltration principalement dans le tunnel de la Paneterie mais aussi parfois de manière plus locale.

Les pompages sont effectués de nuit entre 22h et 6h et le dimanche en journée du fait des tarifications EDF. Le dimanche est utilisé pour retrouver le niveau initial pour la semaine.

Le débit de pompage est toujours de 2m³/s (malgré une capacité max de 4m³/s) durant 4 ou 8h.

Ces éléments sont synthétisés sur les figures suivantes qui présentent l'alimentation du canal du Nord en période normale, d'hydraulicité forte et d'étiage.

Voir ANNEXE 1 Photocopie page 11 illustrations 7

□ En jaune sont figurés les apports provenant du bassin versant de l'Oise (via la prise d'eau de Chauny ou les lâchures du canal de Saint-Quentin au niveau de l'écluse de Saint-Simon).

□ En rouge sont figurés les apports provenant du bassin versant de la Somme via la prise d'eau de Dury, les apports des affluents que sont la Beine, l'Allemagne et l'Ingon et les échanges avec la nappe.

Tous ces commentaires nous confortent sur le fait que VNF a des ressources en eaux probablement supérieures à celles déclarées dans le dossier alimentation du canal et que probablement encore, il n'y a rien qui « presse » pour le comblement du canal latéral qui pourrait, avec la réflexion territoriale, les élus, les associations de protection d'environnement et la fédération de pêche, être utilisé pour assurer une continuité Hydro écologique notamment pour le Matz car le CLO pourrait rejoindre, à l'instar de l'Aronde, le CSNE en aval de l'écluse de Montmacq.

Le profil du CSNE, de l'Oise réaménagée, et du canal latéral à l'Oise au droit du bief de Montmacq doit permettre de trouver une solution et réhabiliter le Matz dans l'excellence d'un circuit fédéral de pêche à la truite (parcours No Kill....)

Dans le bief de Montmacq, le futur canal est « étanche » avec une imperméabilisation équivalente à une couche de 40 cm avec une perméabilité de 10^{-8} m/s. Une coupe type des aménagements envisagés est présentée à la figure suivante.

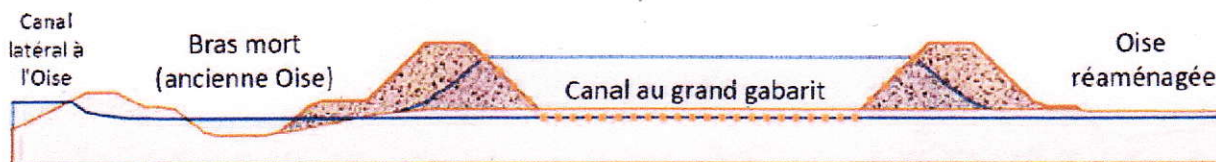


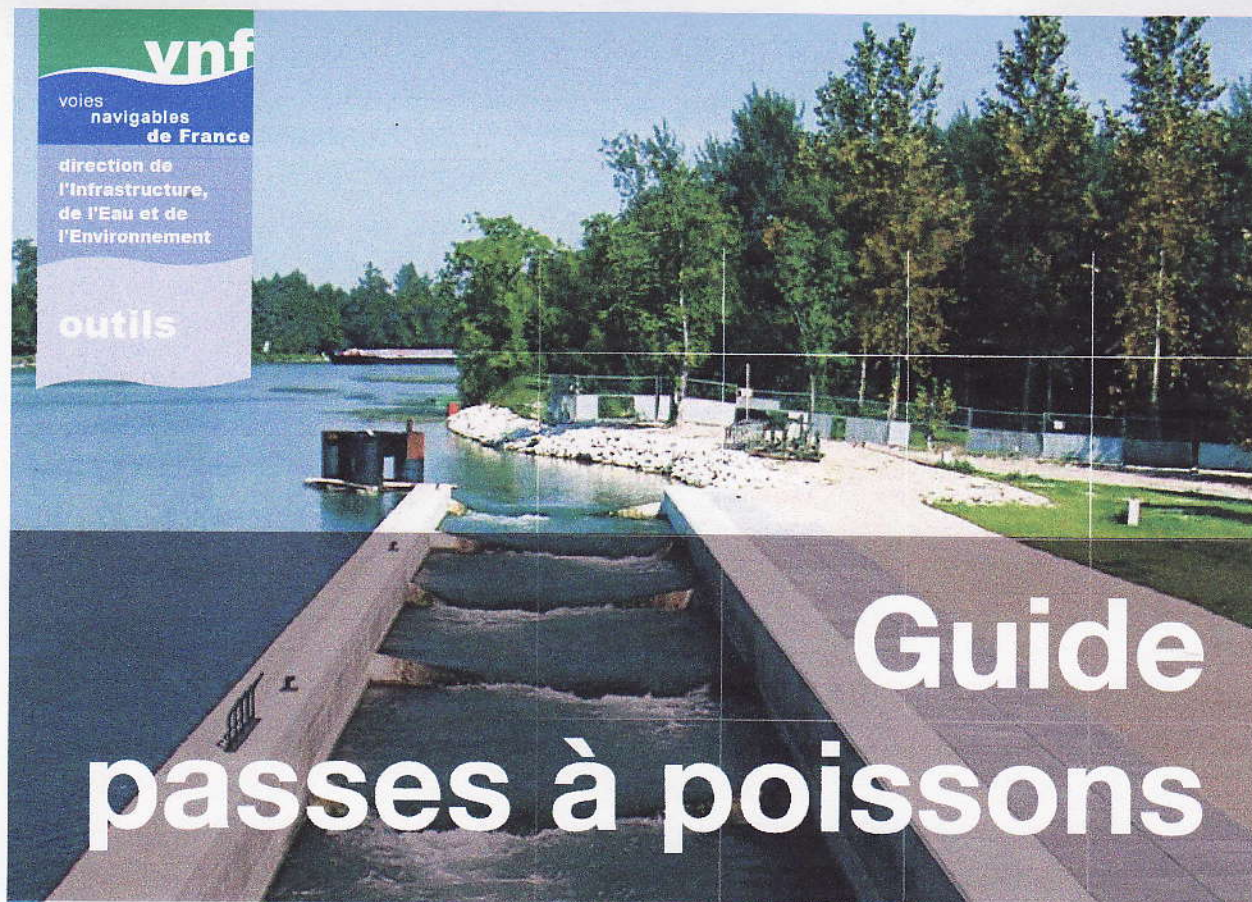
Illustration 3. Composantes du projet en relation avec des interactions possibles avec la nappe au droit du bief de Montmacq (Montmacq-Noyon). Source : ANTEAGROUP 2013.

Le devoir de VNF est d'assurer cette continuité hydro écologique des affluents de l'Oise et au vu de la réponse à l'avis de l'autorité environnementale, les rus ont été étudiés et nous ne remettons pas en cause ces études.

Il n'en est pas de même pour la continuité hydro écologique au droit des écluses.

QUESTION 3 : Pourquoi aucune évocation de cette continuité écologique pour un canal qui se veut exemplaire avec « L'objectif de performance environnementale concernant la biodiversité est le maintien d'une bonne qualité de l'eau et la création d'un milieu vivant » ?

VNF ne peut en aucun cas soutenir qu'on ne peut pas faire cette continuité, car elle est impliquée depuis plusieurs années dans le domaine.



Nous assumons cette question, en pensant à ces techniciens qui ne rêvent que d'effacer tous les ouvrages de France pour nettoyer les rivières polluées par les sédiments des stations d'épuration.

Dans notre introduction, nous avons évoqué le bief de Montmacq : « le bief de Montmacq sera classé en tant que barrage de classe C (cf. pièce C1, partie 14) »...

Outre le fait que ces barrages doivent avoir un arrêté spécifique de classement, il est possible de les équiper, comme les écluses, d'un ouvrage pour la circulation des poissons....

Un guide :

Pourquoi ?

Faisant suite à la Directive Cadre 2000/60/CE qui prône l'atteinte du « bon état écologique » des cours d'eau pour 2015 (entérinée par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006) et à la veille des prochains SDAGE, les ambitions en matière d'état des ressources ciblent explicitement la **libre circulation des poissons** sur les cours d'eau dont ceux concernés par la navigation.

Pour **accompagner les Maîtres d'Ouvrage** lors des opérations de restauration des barrages ou de mise en conformité réglementaire de ces ouvrages, VNF a engagé la réalisation du présent guide.

Pour qui ?

VNF destine prioritairement ce guide aux **responsables techniques au sein de la maîtrise d'ouvrage des projets de reconstructions ou de mise en conformité des ouvrages de navigation**.

Et VNF sort un dossier de 78 pagespour nous expliquer.

Comment ?

Ce guide constitue un outil d'aide à la décision pour orienter les Maîtres d'Ouvrage dans le montage de leurs programmes et leur permettre de juger de la bonne exécution des différentes étapes du projet. A cet effet, il répertorie les principaux points à traiter pour concevoir un dispositif efficace et conforme aux attentes exprimées dans le programme de l'opération.

Au travers des 3 parties qui le composent, ce guide :

⇒ précise en premier lieu comment aborder, placer et « traiter » de la continuité écologique dans le canevas de la « procédure projets » classiquement suivie par les responsables techniques,

⇒ passe ensuite en revue les différents types d'ouvrages de franchissement piscicole, puis expose les phases de réalisation d'un projet ainsi que leur contenu,

⇒ aborde enfin les aspects maintenance contrôle et efficacité des passes à poissons. Pour ce dernier point, le guide fixe des préconisations ambitieuses qui pourront justifier, au cas par cas, en fonction des moyens financiers et humains, une mise en place progressive.

Le ROSO trouve honteux qu'ayant la capacité technique de réaliser un canal exemplaire, on ne sache pas motiver l'ensemble des financeurs pour réaliser une continuité longitudinale digne des objectifs fixés que nous ne nous lasserons pas de répéter :

« L'objectif de performance environnementale concernant la biodiversité est le maintien d'une bonne qualité de l'eau et la création d'un milieu vivant »

QUESTION 4 : Le pétitionnaire a-t-il étudié cette continuité ?

Quel est le coût des adaptations nécessaires ?

Le sujet a-t-il été écarté du fait des dérogations existantes déjà exprimées pour la qualité de l'eau : Page 10 pièce D2

« Le projet de CSNE, défini comme projet d'intérêt général dans les SDAGE Seine Normandie 2016/2021 et Artois Picardie 2016/2021, peut bénéficier d'une dérogation au respect des objectifs de qualité de ces schémas directeurs d'aménagement et gestions des eaux en application du VII de l'article L212-1 du code de l'environnement... »

Le pétitionnaire doit impérativement nous montrer les approches qui ont été faites pour la continuité longitudinale.

3.3 Qualité de l'eau

3.3.1-Prélèvement AEP

Signalés dès l'origine du tracé du canal, certains puits de captage d'eau potable ont nécessité l'avis de l'hydrogéologue agréé. Nous ne ferons qu'un commentaire sur la proximité des dépôts qui impose des contrôles accentués de la qualité de l'eau.

Pour le ROSO, la distance des dépôts de terre par rapport aux puits aurait du être appréciée après avis de l'Hydrogéologue pour éviter des contrôles et des contraintes supplémentaires, surtout sur les périmètres de protection....

3.3.2-Qualité de l'eau du canal

Depuis mars 2016, le ROSO a demandé de nous donner, pour exemple la qualité de l'eau du canal du Nord. La réponse a été reportée à la date d'établissement du dossier loi sur l'eau. Nous sommes donc à l'échéance.

* Nous notons qu'aucun rejet déclaré ne se fait dans le canal mais dans un contre fossé qui se rejette dans l'Oise, via les ouvrages de traversée dont la continuité hydraulique sera maintenu durant la phase travaux.

* Nous enregistrons les modalités de gestion des sites provisoires et définitifs de stockage rappelés dans le dossier mémoire en réponse à l'avis de l'AE.

La longue liste de prescriptions pour les dépôts provisoires Ater et B , situés dans un périmètre de captage (F2 et F3) confirme notre remarque du §3.3.1 par laquelle il aurait été préférable de consulter l'hydrogéologue avant décision.

* Le projet du CSNE, défini comme projet d'intérêt général dans les SDAGE Seine Normandie et Artois Picardie 2016-2021 peut bénéficier d'une dérogation au respect des objectifs de qualité de ces schémas directeurs en application du VII de l'article L 212-1 du code de l'environnement

Commentaires :

Nous retrouvons dans les documents la même prudence que celle exprimée lorsque nous avons abordé le sujet en commission sur les paramètres chimiques.

Comme toutes les rivières de France, les teneurs en HAP sont équivalentes dans l'Oise naturelle, l'Oise canalisée et le canal latéral à l'Oise.

En les occultant du bilan pour obtenir un bon état des rivières, (page 17/36 D2) VNF met un voile sur un problème de fond :

Compte tenu des HAP, la grande majorité des rivières de France est polluée et en Mauvais état.

A l'inverse de VNF , en intégrant les effets du changement climatique, les débits incontrôlables des rivières , nous oserions dire que les évaporations et les fuites sont une chance car 21 millions de Mcubes (voire 35 millions :21+14) vont apporter une eau saine dans un bouillon « confiné » avant une mise en route définitive, brassé au rythme des pompages et des péniches dont les moteurs à combustion participeront à la pollution chronique.

Dans la thèse ci dessous, sous contrôle de l'IFREMER, nous pouvons lire :

« III Impact des HAP : pertinence écologique

Les effets des HAP ont été observés aux niveaux moléculaire, cellulaire et individuel. Ils peuvent également avoir un impact à un niveau écologique.

Les HAP ont, comme nous l'avons montré, de larges conséquences sur la santé des poissons. On observe une réduction de la croissance (Hinkle-Conn et al., 1998) (Vignet et al., articles 2 et 3), une augmentation du nombre de mutations (Driever et al., 1996), de tumeurs et des lésions tissulaires notamment (Larcher et al., article 7). Dans le milieu naturel, l'alimentation est la première source de contamination chez les poissons (Yanagida et al., 2012). Les poissons contaminés ont plus de mal à se nourrir, ils sont moins rapides et ils ingèrent des proies plus faciles à attraper, parfois malades ou

fortement contaminées. Lorsque quelques individus seulement sont touchés, les effets sont faibles, mais, ces conséquences seront beaucoup plus importantes si toute la population est affectée ».



Selon l'OPSN (Observatoire des poissons du bassin Seine Normandie) l'exposition aux HAP est classée cancérogène avérée pour le cancer du poumon et le cancer de la peau :

« Ce qui est dangereux pour les poissons et pour nous également, c'est que les HAP sont des molécules capables de traverser les membranes biologiques et de s'accumuler dans les graisses .ainsi, une dose infime mais régulière s'accumule et devient dangereuse :

Modification de la structure de l'ADN entraînant des mutations, modification du nombre de chromosomes, apparition de cancers, augmentation de la sensibilité aux maladie, blocage de la production d'Œstrogènes,(perturbateur endocrinien), altération de la locomotion, modification du développement embryonnaire,enfin, les conséquences sont encore méconnues lorsqu'il s'agit de molécules se mélangeant entre elles , que ce soit sur les individus ou sur les écosystèmes aquatiques d'une manière générale. »

VNF ,page 20 à 31 pièce D2,aborde l'état biologique et chimique du CSNE ,en répétant à maintes reprises que pour les molécules « ubiquistes », (page 22) tels les HAP, *« la non prise en compte de ces molécules ,ne permet pas de conclure sur le déclassement ou le non déclassement de manière certaine pour les eaux du CSNE.*

L'ampleur des teneurs potentiellement émises de HAP, n'est pas réellement quantifiable actuellement et leur incidence sur la qualité des eaux du CSNE reste aujourd'hui difficile à évaluer »

Rappelons ici notre insistance pour avoir des mars 2016 l'analyse d'eau du canal du Nord . Dans le rapport de phase 2 page il est précisé :

« Le canal du Nord à Pont-l'Évêque présente une qualité physico-chimique bonne au regard des états annuels des paramètres généraux du potentiel écologique. Cette qualité concorde avec les notes IBD des cinq dernières années. La valorisation des données chimiques sur le support eau révèle des concentrations en cuivre et zinc déclassantes. Cette contamination métallique par le cuivre et le zinc est très marquée

dans les sédiments. Les HAP sont également présents en concentrations importantes. La qualité SEQ médiocre est ainsi atteinte en 2010 pour ce groupe de paramètres »

Le système d'évaluation de la qualité des cours d'eau est sans appel pour le canal du Nord et le silence sur cette donnée (pourtant rapport février 2005) ne nous a pas permis une réflexion collective sur le sujet : tout indice chimique confondu, le canal du nord est d'une qualité SEQ Médiocre.

En prenant la perspective d'un canal avec « *L'objectif de performance environnementale concernant la biodiversité est le maintien d'une bonne qualité de l'eau et la création d'un milieu vivant* » il est temps d'être moins optimistes pour la gestion de la qualité et de revenir à une concertation ouverte pour la recherche des activités adaptées pour et autour du canal.

Recommandation :

De ces concentrations en HAP, négligées par VNF dans son approche initiale, il est probablement nécessaire de contrôler l'utilisation des pompages autorisés dans le canal, voire le CLO, ainsi que renforcer la surveillance et contrôle des stockages temporaires de sédiments, ce dernier point étant satisfaisant dans le dossier dédié.

Enfin, la modélisation n'a pas de sens si on ne considère que les paramètres les moins impactants. Une simulation annexe avec HAP permettrait de voir les limites « sanitaires » de l'eau du canal liées aux utilisations connexes »

La page 18/36 , pièce D2, n'est pas propre à engendrer toute confiance dans l'évolution de la qualité avec le changement climatique :

« Parmi les points de vigilance, le temps de séjour de l'eau dans le CSNE (renouvellement assez lent de l'eau) est susceptible d'accroître le risque d'eutrophisation.

De même les développements algaux plus importants ne sont pas à exclure durant l'été compte tenu des faibles vitesses de l'eau dans le CSNE.....

Enfin, les mesures d'insertion proposées devraient améliorer l'oxygénation de l'eau avant qu'elle ne retourne dans le CSNE »

VNF est heureusement prudent dans ses énoncés et nous ne sommes pas persuadés que l'eau atteindra une qualité nécessaire et suffisante à une bonne vie aquatique..La conclusion page 23/36 pièce D2 :

« Ainsi, hors HAP, l'état chimique du CSNE sera sensiblement identique à ses extrémités à l'état chimique des masses d'eau connectées.

Sur les sections déconnectées, l'absence de rejet sur une majeure partie de son tracé doit permettre un bon état chimique. »

Nous ne pouvons nous mêmes croire naïvement à cette démonstration de l'évolution de la qualité de l'eau compte tenu des doutes exprimés par VNF dans la tournure des phrases.

3.4 Economie

3.4.1 Point particulier Lafarge à Pimprez

Nous avons indiqué plusieurs fois que les 4 années de commission agriculture et environnement n'ont pas permis à VNF d'organiser un forum commun de telle façon que nous aurions pu échanger avec les autres commissions dont celle concernant l'économie .

Le ROSO a toutefois eu l'occasion de travailler avec la société LAFARGE, sur les biocorridors sur la commune de Pimprez.

Nous avons noté que la société Lafarge a tenu compte au mieux de nos demandes concernant le maintien des biocorridors, y compris pendant la phase d'exploitation.

Dans certains de nos rapports techniques, il est bien précisé la synergie avec le CSNE pour le transport.

Nous aimerions avoir l'assurance que cela soit bien en synergie aussi avec le projet MAGEO qui devrait tenir compte que la société transporte des matériaux depuis Pimprez jusqu'à son centre de Chevrières/Longueuil.

Un contact devrait avoir lieu entre la société Lafarge et le CSNE et probablement le gestionnaire de MAGEO.

Il est impératif de maintenir la fonctionnalité de l'arrivée et du départ des matériaux au niveau des ports de chargement/déchargement de Pimprez, qui se trouvera au départ sur le canal latéral à l'Oise (qui deviendra ultérieurement partie du canal Seine Nord Europe) et de Chevrières.

Ceci permettrait de répondre au mieux à la crainte de la Société Lafarge d'avoir à recourir au transport routier.

Nous pensons qu'un contact devient urgent entre la société Lafarge et le CSNE compte tenu de la concomitance des travaux du canal Seine nord Europe et de la mise en service de la carrière (finalisation définitive de l'emprise du canal au droit du projet carrière, impossibilité temporaire pour réaliser les travaux et équipements fluviaux à quai, délais des autorisations fluviales...)

Le ROSO encourage le CSNE à entériner les intentions marquées lors de la réunion du 23 septembre 2020 ou nous avons signalé que la société Lafarge envisageait un quai sur la berge opposée à celle potentiellement prévue pour le quai de Pimprez.

3-4-2 Potentiel industriel au droit du canal

Nous n'avons rien trouvé dans le dossier qui pourrait avoir un rapport avec l'appel à projets de 2012, ou nous avons mal « cherché ».

Cette situation corrobore nos remarques sur le canal page 4 :

« la présentation du projet n'a éveillé aucun engouement de la population pour le canal »
Nous vous renvoyons à nos éléments de globalité cités dans le préambule de cette intervention.

L'enquête publique environnementale ne concerne que la voie d'eau et son insertion à minima dans les territoires traversés.

Comment le canal va-t-il s'insérer ou est-il inséré dans le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADET) ?
Quel rôle va jouer le canal pour le développement économique, pour le tourisme ?
autant de questions sans réponses ?

C'est pourtant de notre environnement qu'il s'agit !

3.4.3-Développement Durable

VNF a entamé un débat développement durable en 2018 avec une brochure dédiée précisant « les trois piliers fondamentaux du développement durable :

-l'efficacité économique, l'équité sociale et la qualité environnementale »

Aux quels sont ajoutés « un mode de transport moderne, à l'échelle européenne et un outil de développement économique »

Aujourd'hui, nous ne sommes pas convaincus de ce choix car il y a trop d'incertitudes, et beaucoup d'affirmations sans démonstration.

3.4.3-1 Efficacité économique

VNF, sur l'efficacité économique, doit déjà répondre à notre première question concernant le gabarit :

Quelle est la « stratégie » et l'adaptation définitive pour la rentabilisation du canal en fonction de la limitation de gabarit par rapport à l'étude initiale ? Le Canal a aussi besoin pour être pleinement opérationnel de la liaison Compiègne – Conflans, quand le tronçon Mageo sera-t-il opérationnel ?

3.4.3.-2 Qualité environnementale, mode de transport moderne et développement économique

Page 5 document B1 paragraphe 2.1.4 L' article R.122 -5 du code de l'environnement, dans sa version applicable au projet, précise :

« 2° Une analyse de l'état initial de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés par le projet, portant notamment sur la population, la faune et la flore, les habitats naturels, les sites et paysages, les biens matériels, les continuités écologiques telles que définies par l'article L. 371-1, les équilibres biologiques, les facteurs climatiques, le patrimoine culturel et archéologique, le sol, l'eau, l'air, le bruit, les espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs, ainsi que les interrelations entre ces éléments ».

« 3° Une analyse des effets négatifs et positifs, directs et indirects, temporaires (y compris pendant la phase des travaux) et permanents, à court, moyen et long terme, du projet sur l'environnement, en particulier sur les éléments énumérés au 2° et sur la consommation énergétique, la commodité du voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses), l'hygiène, la santé, la sécurité, la salubrité publique, ainsi que l'addition et l'interaction de ces effets entre eux ».

« 12° Lorsque le projet concourt à la réalisation d'un programme de travaux dont la réalisation est échelonnée dans le temps, l'étude d'impact comprend une appréciation des impacts de l'ensemble du programme ».

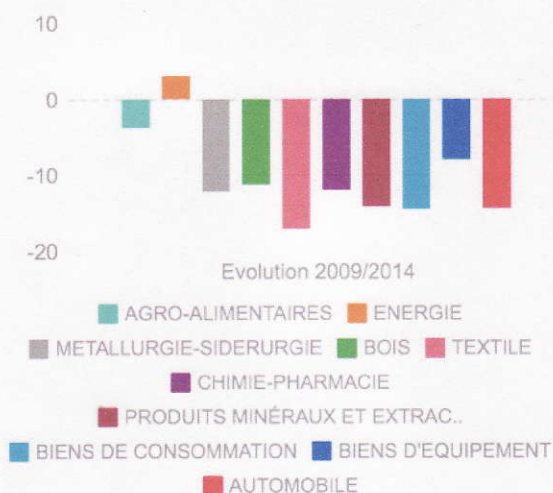
« III. - Pour les infrastructures de transport visées aux 5° à 9° du tableau annexé à l'article R. 122-2, l'étude d'impact comprend, en outre :

- une description des hypothèses de trafic, des conditions de circulation et des méthodes de calcul utilisées pour les évaluer et en étudier les conséquences.

Dans son dossier initial, VNF promettait 250000 à 280000 tonnes d'économie de CO2 par an en 2020.... Alors que dès 2007 nous avons fait un bilan régional des « économies de CO2 » avec la fermeture des sites industriels du nord de la France. Ainsi, Arkema (60), STORA(62), SOLLAC(60), Affimet(60), GOODYEAR(60). La fermeture de ces sites d'un total de plus de 300 000 tonnes de CO2, et bien d'autres ont contribué à ce que notre bilan carbone soit « satisfaisant ».

Le CO2 prévu d'économiser l'est déjà intrinsèquement par la désindustrialisation qui a par ailleurs redoublé depuis 2007(Vallourec, Arjowiggins, sucreries (59, 60,80).

Evolution de l'emploi entre 2009 et 2014 dans les sous-secteurs industriels (%)



**Une baisse moyenne de l'emploi
de 10% en 5 ans, soit 31 000
emplois en moins**

**Seul le secteur énergie a gagné
des emplois**

**Chimie et métallurgie ont le plus
souffert avec une perte de 6 000
emplois chacune**

« L'industrie a détruit des emplois de façon continue jusqu'en 2017, » (Marie Viennot, radio -France)

Aujourd'hui, l'industrie pèse 1/4 du produit intérieur brut européen, 21% en Allemagne, 20% en Italie, 13% en France si on prend l'activité manufacturière, c'est-à-dire sans l'industrie lourde et extractive, ce n'est que 10%.

Tout ceci n'est qu'un constat de dure réalité !!

Quelle peut être la place d'un canal à grand gabarit en France dans le cadre du développement durable ?

1- économie de CO2/ : elles sont faites avec la désindustrialisation de 1970 à nos jours

2 : la France vient de créer un nouveau ministère .l'industrie est revenue au rang de ministère délégué....son projet, c'est quoi ?

« *L'industrie ne doit pas être le ministère des problèmes, mais le ministère des solutions. La solution pour une économie « décarbonée », la solution pour créer des richesses sur les territoires et des emplois pas seulement dans l'industrie, mais dans les services autour d'elle, la solution pour l'inclusion des jeunes »* (Agnès Pannier Runacher dans l'Usine Nouvelle-2020)

Quelle est la place du canal dans **la solution**, pour faire de la réindustrialisation une réalité ?

Doit-on se réjouir de voir des bateaux fonctionnant au pétrole amener des conteneurs de Chine, de l'Inde, du bout du monde avec un bilan carbone déjà en dehors de l'épure.

Ces conteneurs déposés sur des plateformes ou 150 à 200 camions les reprendront totalement ou partiellement

Quel bilan carbone en attendant les camions et les péniches à Hydrogène ?

Tout cela ne semble pas sérieux alors que nos spécialistes économiques philosophent sur la démondialisation, et nos politiques sur les circuits courts !!

Le ROSO n'a pas la solution car depuis 2007, il y avait la place au travers des commissions agriculture et environnement, économie, tourisme, urbanisation, de faire un bilan, d'essayer de s'organiser pour LA SOLUTION, évoquée par notre ministre. VNF a une lourde responsabilité, les politiques locaux aussi car investir 700 millions d'euros sans lister dans le projet des solutions autres que la logistique, c'est insuffisant

Pourtant, « *faire du canal un vecteur de développement économique industriel* » est une intention exprimée par les élus régionaux sur le SRADDET en date du 9 juillet 2019 (page 10)

Dans la même enquête publique, l'avis de l'autorité environnementale, page 25 :

« *le projet de canal Seine nord Europe est très structurant pour l'ensemble du SRADDET, ce qui conduit notamment à fixer une évolution de la part modal du fluvial et du ferroviaires pour le transport des marchandises de 20,7% en 2014 à 25% à l'horizon 2030, puis à 30% à l'horizon 2050 (objectif N°5)* »

Il est toutefois affirmé à la suite : « *la seule réalisation des travaux de mise à grand gabarit du réseau de canaux de la région n'offre pas l'assurance de tirer parti de toutes les potentialités offertes par le chantier et la mise en service du canal Seine Nord Europe* »

Des tensions risquent d'apparaître entre la mise en œuvre du SRADDET et la gestion « autour » du canal. Aussi le rapport d'objectifs présente « *comme capital de construire un projet de développement et d'aménagement pour le CSNE, en complément de la démarche "grand Chantier" engagée en 2018 et portée par l'état et visant à sa valorisation en terme d'emploi local et à son intégration territoriale* »

Ou en sommes-nous ?

Face à ce projet qui a pour but de faciliter quasi-exclusivement les transports de marchandises au sein de deux bassins fluviaux et qui a retenu uniquement le transport fluvial, sommes nous bien dans une approche de développement durable pertinente en ayant pesé tous les avantages et les inconvénients ?

Les inconvénients

1-On crée une voie d'eau nouvelle canalisée en grande partie qui va consommer des terres agricoles, des espaces divers de forêts, bois, zones humides qui seront perdues à jamais quelles que soient les mesures de réduction et de compensation adoptées ; ces dernières mesures ne font que changer la fonctionnalité de terrains existants.

2- les perturbations hydrologiques sont majeures et la ressource en eau va être largement perturbée, preuves en sont les nombreux piézomètres de contrôle niveau ou qualité de l'eau.

L'évapotranspiration va augmenter et la qualité de l'eau se dégrader avec l'augmentation des températures due au changement climatique, preuve en est l'eutrophisation annoncée dans les risques majeurs en été.

Le ROSO suggère de conserver tant que faire se peut la ressource du canal latéral à l'Oise et son alimentation par l'intermédiaire de l'écluse de Chauny, tel que décrite page 10 ci avant, et aléatoirement d'étudier la continuité écologique des affluents de l'OISE à partir de ce canal dont on évitera le comblement.

En faisant circuler des masses d'eau de et vers un réservoir tampon dans la Somme, arrivera-t-on à assurer le remplissage suffisant et régulier du canal ?

Le pétitionnaire a-t-il prévu par les liaisons hydrographiques existantes une alimentation de secours extrême ?

Arrivera-t-on à conserver le réseau de continuités hydrologiques superficielles et souterraines ?

Pourquoi les écluses prévues ne permettent elles pas ou ne pourraient-elles pas permettre cette continuité ?

En face de ces inconvénients, quels pourraient être les avantages ?

Le canal deviendra-t-il un mode de transport doux sur la voie fluviale ? favorisera-t-on la circulation douce sur ses berges ?

Cet avantage a été reporté à la bonne volonté et décisions des collectivités territoriales.

Depuis au moins un siècle, l'ensemble rivière Oise-canal latéral qui sera transformé en canal de Compiègne à Noyon est plutôt considéré comme un obstacle difficile à franchir que comme un axe de déplacement et de vie. Le transport des marchandises entrantes ou sortantes des entreprises installées le long de cet axe a plutôt eu tendance à se réduire en peau de chagrin.

Quels sont les efforts et encouragements faits pour revenir dès maintenant à l'utilisation de la voie existante ?

Au niveau local 4 projets de plateformes multimodales (dont une sur le premier tronçon) seront menés à l'initiative des acteurs. C'est un avantage si des entreprises implantées localement les utilisent.

Mais sont-elles bien intégrées dans une approche de développement durable au moins de la région Haut de France ?

Nous notons l'intérêt de la structure « Canal entreprises » et « canal accueil », structures qui pourraient s'adapter à toute autre voie de transport.

Le canal sera-t-il vraiment le canal vivant, tant espéré par la DREAL (page 5 ci avant : insertion écologique du canal)

A l'heure du bilan développement durable, où en sommes-nous face à ces avantages et ces inconvénients ?

Nous devons répondre aujourd'hui sur la nécessité d'une voie d'eau, aménagée certes, alors que toutes nos forces politico-économiques, dans un schéma régional d'aménagement durable et d'égalité des territoires, précise en 2019, à l'aube du lancement du canal : « *il est capital de construire un projet de développement et d'aménagement pour le CSNE* ».

Depuis mars 2016, dans la continuité de son intervention dans l'enquête publique de 2007, le ROSO prône une étude globale sur le devenir du canal et toutes ses annexes. Satisfait par ailleurs des aménagements environnementaux, pour le ROSO, il paraissait évident qu'après la désindustrialisation, il fallait trouver LA SOLUTION, pour redonner une vie, la vie dans la vallée d'Oise en se répartissant les Rôles.

Alors que le rapport du 28 novembre 2018 :

Le Canal Seine-Nord Europe : Étude exploratoire Rapport Final

Nathalie Fabry, Sylvain Zeghni, Christian Bourret

Nathalie FABRY, MCF-HDR, DICEN-IDF, Université Paris-Est Marne-la-Vallée, DICEN

Sylvain ZEGHNI, MCF-HDR, LVMT, Université Paris-Est Marne-la-Vallée, LVMT

Christian BOURRET, PU, DICEN-IDF, Université Paris-Est Marne-la-Vallée, DICEN

Reprend les réflexions du SRADDET :

L'existence d'une infrastructure de transport ne peut suffire à garantir le développement économique des territoires qui l'accueillent car il ne s'agit que d'une condition nécessaire, mais non suffisante (Duprez 2005, Vaillant 2014). Les projets de création ou de développement d'infrastructures de transport offrent de l'accessibilité que les acteurs locaux vont, ou ne vont pas, transformer en attractivité, selon les politiques dites d'accompagnement qu'ils mèneront. Le canal Seine-Nord Europe (désormais CSNE) n'échappe pas à cette règle.

Depuis 2018, le doute est grandissant et nos dernières attentions sur la production de CO2 ne font que l'entretenir.

Le bilan carbone calculé par SETEC et évoqué en réunion ROSO /VNF en septembre 2019 est de 2 millions de tonnes de CO2 pour la phase chantier.

Selon VNF, il faudra 13 ans à CSNE pour compenser le bilan carbone de la création.

Dans l'avis exprimé sur le SRADDET, le conseil départemental affirme :

« la mise au grand gabarit de l'Oise entre Creil et Compiègne et l'ouverture du CSNE laisse présager un recours croissant à la voie d'eau pour le transport de marchandises en vrac ou conteneur, Longueil sainte Marie se situant dans une zone de chevauchement des Hinterlands des ports normands et des ports de la mer du Nord. Le port de Longueil a noué un partenariat avec HAROPA et deviendra avec le CSNE le point de livraison entre ports du Nord et ceux du Havre et de Rouen »

Avertissement

En se pénalisant d'entrée avec 2 millions de tonnes de CO2, la stratégie choisie dans un premier temps de faire du canal un centre logistique essentiel pour les échanges longitudinaux fluviaux, et transversaux routiers ou fluviaux, est manifestement propre à engendrer du CO2.

La France présente des émissions territoriales par habitant plutôt basses comparées aux autres pays du fait de la délocalisation de son industrie, émissions qui augmentent

de 40% si on intègre les importations, appelées aussi émissions indirectes. L'empreinte carbone des français, incluant les émissions directes et indirectes de CO₂, est quant à elle plus élevée et se situe à plus de 10 tonnes équivalent CO₂ par habitant. Dans le rapport final du 28 novembre 2018,

Mais un canal doit-il être rentable ? Comme toute infrastructure structurante, la rentabilité dérivée doit être envisagée. Autrement dit, la rentabilité du projet CSNE dépend aussi des infrastructures hors transport génératrices d'activités commerciales, touristiques, sportives et de loisirs. Il faut également prendre en considération l'apport du canal en matière d'irrigation des terres agricoles riveraines et en terme de gestion / réduction des crues.

Si les engagements sont pris sur la gestion des inondations /réduction des crues, les activités hors transport n'ont pas ou peu été abordées par VNF, spécialiste de la Voie d'eau.

L'irrigation ne fait pas partie d'un débat régional car VNF se concerte avec la chambre d'agriculture seule alors que l'eau est un bien commun....

Les activités commerciales seront liées à d'éventuelles consommations de terres agricoles, comme les plateformes multimodales.

Le ROSO (mars 2016) a proposé un développement du tourisme passant par un chemin de randonnée le long de tout le canal en intégrant les maisons du canal retraçant l'histoire industrielle des secteurs concernés : sans suite aujourd'hui et laisser à l'appréciation et financement des collectivités.

Le ROSO n'a pas trouvé dans le dossier, ni dans les plans régionaux (SRADDET) de quoi se rassurer sur un développement harmonieux des activités autour du canal, activités propres à diminuer l'empreinte carbone des français.

En annexe, le ROSO joint son intervention pour l'enquête publique du SRADDET.

Rien ne nous empêche de songer à une solution d'une autre envergure, disposer d'un axe souterrain ou en tranchée couverte uniquement dédié au transport. Ce n'est qu'ainsi qu'on réduira au maximum l'impact environnemental et les nuisances pour les habitants du voisinage. Mais bien sur, pour une ressource en eau peut être mieux protégée, le réseau hydrographique souterrain pourrait être plus impacté.....

(Le mot utopie est utilisé ici pour désigner les choses impossibles par des personnes sans imagination) conseiller canadien 1954

4-CONCLUSION

Les délais impartis pour une prise de connaissance du dossier définitif, après 2 réunions de présentation déjà citées, soit

- présentation du secteur 1 : 23 septembre 2020 Compiègne
- présentation des secteurs 2.3.4 / le 1 octobre 2020 Noyon

Et le début de l'enquête publique le 5 octobre avec un dossier volumineux traitant les points ci-dessus en passant d'un document à l'autre ne permettent pas une vue aisée du projet.

Certes, un effort considérable a été fait pour fournir des précisions, dont nous n'avons pas toujours compris la finalité.

Il apparaît toutefois que le PROJET ne concerne quasi exclusivement que l'aspect transport par la voie d'eau.

Ce manque de vue globale sur le seul secteur 1 de l'Oise (qui traverse trois intercommunalités : CA Compiègne, CC Deux vallées CC Pays Noyonnais) est du au

fait qu'aujourd'hui il existe au moins un territoire, le pays Sources et Vallées, et peut-être CA de la région de Compiègne, qui « se cherche », pris entre une extinction industrielle des années 1970 à 2000 et une conversion difficile où le canal Seine Nord Europe n'apportera pas une contribution significative au développement durable.

Nous avons insisté pour avoir une vue du développement économique, en particulier le résultat de l'appel à projet de 2012, mais le silence en ce domaine nous laisse à penser qu'au-delà de nos doutes, il existe une réalité qui n'est pas favorable pour l'instant.

Pour le ROSO,

- le manque d'ambition pour un développement économique et globalement durable tenant compte du changement climatique et de la transition énergétique (ou, peut être notre manque d'informations en ce domaine malgré notre demande réitérée et non aboutie)

- la problématique liée à l'eau, à la seule voie d'eau dans sa fonction transport, le volume d'eau utilisé et le doute sur la qualité pour l'obtention d'une vie piscicole durable dans le canal

- L'approche insuffisante de l'aspect continuité hydrologique écologique du canal et des affluents de l'Oise en négligeant le réseau fluvial existant de proximité.

- le report à l'après enquête publique pour revenir sur les projets de territoire à négocier avec les communautés de communes, où les communes pour l'utilisation du canal latéral à l'OISE.

- les aménagements à négocier pour les plateformes multimodales et les investissements à prévoir avec les collectivités territoriales.

- les ambitions non justifiées d'augmentation du trafic fluvial en contradiction avec le développement durable et les ambitions justifiées que devraient avoir les territoires-

- Trop d'incertitudes liées avant tout à la logistique condamnant la qualité environnementale recherchée

Nous conduisent à donner un avis défavorable à ce projet en l'état à la date du 11 novembre 2020.

Nous vous prions d'agréer, messieurs les commissaires enquêteurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour le ROSO, Claude Blondel,
Vice –Président
Domaine de l'EAU
Suivi CSNE



Pièce jointe : avis ROSO sur SRADDET